

## Introduction

### De l'économie internationale à l'économie politique internationale

---

*Gérard Kébabdjian*

L'originalité de cet ouvrage est de soumettre l'économie internationale à la question politique pour parvenir à des réponses qui complètent celles des économistes se situant dans une perspective d'économie pure. Les auteurs ont ainsi voulu poursuivre, en France, une voie de recherche en pleine expansion dans le monde, mais peu pratiquée sinon méconnue par les chercheurs français, celle ouverte par l'économie *politique* internationale.

L'économie politique internationale (EPI) constitue une approche pluridisciplinaire dont l'objet est l'étude de l'économie mondiale dans ses dimensions à la fois économiques et politiques. Par son ambition de prendre en compte les relations de pouvoir, l'EPI se différencie donc de l'« économie internationale », la discipline visant à analyser l'économie mondiale sous l'angle de ses seules déterminations économiques.

En décalage avec la recherche académique en France qui traite les phénomènes économiques internationaux en termes principalement « économique-économiques », les travaux qui sont réunis dans ce livre illustrent des lignes de recherche inhabituelles en mettant l'accent sur les relations de pouvoir qui structurent l'économie mondiale ; ils témoignent en même temps de la nécessité d'initier, dans l'espace français, un enseignement et une recherche en EPI. L'EPI est enseignée dans un grand nombre d'universités dans le monde ; elle donne lieu à des formations et diplômes spécifiques, notamment aux États-Unis, pays qui sert régulièrement de référence en économie. Une recherche rapide sur *google* montre, hors de France, le nombre considérable de professeurs et de départements répertoriés sous le vocable « économie politique internationale », l'existence d'universités entières spécialisées dans ce domaine (aux États-Unis), l'importance des équipes de recherches et des revues spécialisées.

Ce retard prend un relief encore plus accusé aujourd'hui avec le développement, aux États-Unis, du courant de la nouvelle économie politique (NEP) qui vise à analyser politiquement les phénomènes économiques, notamment les phénomènes internationaux. Même si ce courant vise à expliquer les institutions à partir d'un point de vue strictement économique (à les « endogénéiser » comme disent les économistes, c'est-à-dire à les interpréter à partir de la rationalité individuelle), cette forme limitée de prise en compte du politique conduit à renforcer encore un peu plus l'exception française actuelle.

Cet ouvrage est donc une tentative pour illustrer l'intérêt d'une approche d'EPI pour la recherche économique en France. L'introduction vise à rappeler quelques données élémentaires sur l'EPI, notamment à l'usage des lecteurs non informés. Cette présentation s'effectuera autour de trois points : la définition de l'objet de

l'EPI ; l'historique de ce champ de recherches ; l'état actuel de ce champ. On soulignera, pour terminer, l'ambition, donc la portée et les limites, des contributions réunies dans cet ouvrage.

### **Qu'est-ce que l'économie politique internationale ?**

L'EPI est sans doute mieux définie par le terme de *problématique* que par celui de discipline ou de sous-discipline. L'EPI est une problématique en ce sens qu'elle cherche à construire un questionnement sur l'économie mondiale en prenant en compte les logiques d'État et les institutions, donc les relations de pouvoir absentes de l'économie pure. Plus précisément, elle cherche à interpréter les phénomènes économiques en les replaçant dans un espace à trois dimensions : le système des États (ou plutôt le système hiérarchisé des États-nations) ; le système de marché (ou plutôt le système des marchés nationaux et des marchés « globaux ») ; et les « institutions » en prenant institutions au sens large de règles, normes et structures d'organisation. En mettant l'accent sur les interfaces entre l'économie et les relations de pouvoir dans l'espace international, l'EPI réinterroge les questions familières des économistes tout en contribuant à poser des questions neuves.

En analysant, par exemple, le commerce international à partir de la seule logique générale des marchés et de la seule rationalité économique individuelle, les économistes laissent échapper une partie essentielle de la réalité. Ainsi, la morphologie du commerce international au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles reste incompréhensible si on ne fait pas intervenir les structures et les logiques d'Empires coloniaux. De même, durant la guerre froide, c'est la donnée de l'hégémonie américaine qui doit être prise en compte car elle a façonné le système commercial mondial, notamment dans le cadre d'une stratégie Est-Ouest. Dans les années 1980 et 1990, le commerce international a ensuite servi à consolider des intérêts régionaux (économiques et politiques) au travers des projets d'intégration économique (notamment à l'échelle européenne). Avec la globalisation et les nouvelles technologies de l'information, c'est la dimension juridico-politique des droits de propriété intellectuelle qui est devenue l'enjeu central des conflits. Dans les quatre cas, la seule logique de la rationalité économique individuelle se révèle insuffisante pour former un système d'interprétation complet car la question du pouvoir et du politique se trouve à chaque fois posée. L'analyse économique constitue un parcours obligé, mais ne suffit pas à épuiser les déterminations de l'économie mondiale.

L'EPI fournit, d'autre part, un éclairage précieux en ciblant quelques questions décisives négligées par les économistes. Citons la question de l'hégémonie : qu'est-ce qu'une hégémonie internationale sur le plan économique ? Un pouvoir hégémonique est-il nécessaire à la stabilité de l'économie mondiale, et si oui, pourquoi ? L'économie mondiale peut-elle se passer d'hégémonie ? Citons ensuite la question des institutions internationales : l'économie mondiale a-t-elle besoin, dans certains domaines, d'un ensemble de normes, de règles et d'une organisation concertée entre États-nations (par exemple dans le domaine commercial comme c'est le cas avec l'OMC), c'est-à-dire a-t-elle besoin d'un « régime international »

pour employer le terme consacré en EPI ? Comment un régime peut-il se constituer ? Comment analyser les régimes internationaux existants et ceux en formation (par exemple, celui qui émerge dans le domaine environnemental à la suite du protocole de Kyoto) ?

Au total, on peut soutenir, en utilisant la terminologie devenue classique, que l'objet d'étude de l'EPI est l'interaction entre la logique de la puissance (le pouvoir des États) et la logique de la richesse (la logique économique), une définition datée, mais qui a le mérite de souligner le double point de départ de la problématique originale de l'EPI par rapport à l'analyse économique : i) l'hypothèse de deux logiques hétérogènes à l'œuvre dans l'économie mondiale (la logique de la domination et la logique des intérêts) ; ii) l'hypothèse que l'économie mondiale n'est intelligible qu'à la lumière de cette double détermination.

Au risque de paraître provoquant, nous dirons pour notre part que l'EPI commence là où finit l'économie internationale, c'est-à-dire là où finissent les calculs mathématiques et où sont atteintes les limites des représentations théoriques, donc là où se posent des problèmes d'interprétation du réel. Un exemple suffira à illustrer notre propos. Le théorème standard accepté par presque tous les économistes, établit que le libre-échange augmente le bien-être *agrégé* de l'humanité et donc définit les conditions d'un jeu à somme positive permettant aux perdants d'être indemnisés par les gagnants. Cette proposition est peut-être vraie en théorie (c'est-à-dire comme prédiction théorique), mais elle ne vaut (presque) rien en pratique, c'est-à-dire lorsque l'on cherche à interpréter la répartition des gains et des pertes dans l'économie mondiale. Les conditions de la redistribution des gains et des pertes entre les gagnants et les perdants à l'ouverture (donc, aujourd'hui, les conditions de la mondialisation) ne permettent jamais aux perdants d'être totalement indemnisés par les gagnants en raison de l'existence de rapports de force hiérarchisés entre groupes sociaux et la capacité socio-politique des groupes dominants de se soustraire aux éventuelles injonctions sociales, étatiques ou morales d'une indemnisation des perdants. Ces injonctions sont de nature *politique*, en ce sens qu'elles sont sociétales et extérieures à la sphère où se créent les inégalités, c'est-à-dire l'économie, car la logique du marché capitaliste ne connaît ni la justice ni la morale. C'est pourquoi la question de l'État et du politique doit se retrouver à la première place dans une problématique d'EPI sur la mondialisation.

La conclusion que l'on peut tirer de cet exemple est la suivante : si les raisons du développement des inégalités inhérentes à la mondialisation sont avant tout politiques et justifient une problématique d'EPI, c'est parce qu'une interprétation complète de l'économie réelle ne peut être donnée par l'« économie internationale ». Cette dernière est seulement capable de fixer l'ensemble des solutions accessibles, souvent contrastées (équilibres multiples), et l'ensemble des états optimaux, en nombre infini, que l'économie est susceptible d'atteindre : elle livre donc un message d'indétermination partielle. L'économie (internationale) propose une analyse vraie en théorie, mais qui n'est pas nécessairement pertinente en pratique pour la compréhension des phénomènes économiques particuliers parce que, même à supposer que les hypothèses théoriques soient vérifiées dans la réalité, ce sont les facteurs extra-économiques, négligés par l'analyse économique, qui sont presque toujours appelés à jouer le rôle décisif dans la sélection d'une solution

particulière. Ce qui fait une bonne analyse économique ou une bonne représentation économique ne fait donc pas nécessairement une bonne interprétation concrète.

Bien que la plupart des interrogations soulevées par l'EPI contemporaine soient aussi vieilles que la pensée économique, ce n'est qu'à partir des années 1970 que le domaine a trouvé à s'institutionnaliser et a donné naissance à un domaine de recherches à part entière (aux États-Unis et en Grande-Bretagne, terres d'élection de cette discipline, mais également au Canada, au Japon, et dans certains pays de l'Europe continentale). La globalisation a suscité une explosion extraordinaire de publications car la discipline « économie internationale » est apparue de moins en moins capable d'interpréter, à elle seule, l'économie mondiale. Les divisions simples entre État et marché, national et international, politique et économique, et les dichotomies qu'elles gèrent, ne sont pas éclairantes pour la compréhension d'une large gamme de problèmes internationaux. Le monde actuel, que l'on qualifie volontiers de « complexe », requiert une approche elle-même complexe, défi que l'EPI cherche à relever à sa manière, c'est-à-dire selon une problématisation fortement marquée par ses origines anglo-saxonnes.

Il est vrai que, dans les années récentes, les économistes internationalistes ont introduit dans leurs constructions théoriques des hypothèses nouvelles permettant d'enrichir leur modèle initial qui se limitait à représenter l'économie mondiale à partir du commerce international et de marchés fonctionnant en concurrence parfaite. C'est ainsi qu'ont été prises en compte des considérations relatives aux structures de concurrence imparfaite, à la production (investissement direct étranger, production transnationalisée, rendements d'échelle croissants, etc.) et aux relations financières et monétaires. Cependant, l'enrichissement, qui est incontestable, reste inscrit dans le domaine familier de l'économie, et est donc insuffisant pour appréhender toutes les dimensions dans lesquelles se déterminent les phénomènes internationaux, notamment les relations de pouvoir (étatiques et non étatiques), les institutions (privées, interétatiques et supra-étatiques) qui en sont les matérialisations, et l'histoire qui définit toujours des trajectoires singulières dans un univers où coexistent divers possibles.

En cherchant à saisir l'économie mondiale dans sa multidimensionnalité, l'EPI renoue avec les meilleures traditions de la pensée économique classique qui envisageait l'économie comme une problématique relevant des sciences sociales et non comme un exercice d'application de techniques mathématiques. Toutefois, elle ne peut se réduire à un simple retour aux origines. D'abord l'utilisation d'outils analytiques s'est généralisée et l'analyse d'économie politique se doit de les mobiliser comme technique quand c'est nécessaire, c'est-à-dire comme moyen et non comme fin en soi ; la théorie des jeux est ainsi devenue un instrument d'analyse privilégié des situations internationales. Ensuite, des représentations se sont construites sur l'économie mondiale intégrant, à des degrés divers, les enseignements les plus avancés des économistes (théories du commerce international en concurrence imparfaite, économie géographique, effets d'agglomération, etc.) : une problématique multidisciplinaire doit donc en tenir compte. Enfin, une mise à distance critique a permis d'explicitier les limites du raisonnement économique et la nécessité de la prise en compte de l'histoire et des

déterminations extra-économiques.

Les travaux menés dans le champ de l'EPI ont donné lieu à une intense littérature. *International Organization* est devenue la revue *leader* en EPI dans les années 1970 sous la direction de Robert Keohane (les directeurs ultérieurs ont été Peter Katzenstein et Stephen Krasner). L'autre revue de référence est la *Review of International Political Economy*, publiée au Royaume-Uni. Il existe de nombreuses autres revues dans le monde anglo-saxon, notamment dans des domaines plus ou moins spécialisés (comme, par exemple, *Global Governance* concernant la « régulation de la mondialisation »).

### **Comment est apparu et s'est structuré le champ de l'économie politique internationale ?**

L'institutionnalisation académique de l'EPI tire son origine historique d'un changement d'époque que l'on peut situer symboliquement autour de l'année 1968. Elle se produit précisément au moment où intervient la substitution de la « science économique » à ce qui était jusque là l'« économie politique » comme forme légitime de la pensée économique.

Ce ne sont pas les économistes, mais quelques chercheurs audacieux en sciences politiques qui se sont saisis des nouveaux enjeux internationaux apparus à cette époque pour chercher à renouveler leur discipline. Le choc pétrolier et l'effondrement du système monétaire de Bretton Woods sont fréquemment cités comme les événements clés dans la constitution de l'EPI comme domaine de recherche à part entière. Les motivations des politistes en relations internationales étaient d'ouvrir une voie de recherches nouvelle par rapport à l'école réaliste, jusque là dominante, qui ignorait les enjeux économiques dans son insistance exclusive sur le rôle de l'État et de la puissance militaire<sup>1</sup>. Si le coup d'envoi de l'EPI répondait à une logique interne au champ de la discipline relations internationales, sa consolidation comme « sous-discipline » des relations internationales a été favorisée par l'indifférence des économistes pour les questions d'économie politique.

Le second choc pétrolier, les guerres commerciales, les crises financières, les problèmes écologiques, le rôle accru des acteurs non-étatiques (notamment les firmes multinationales), le rôle propre des Organisations internationales, etc. ont ensuite fourni les stimulations nécessaires à la poursuite des programmes de recherche initiés dans les années 1970 parce que les économistes n'étaient déjà plus, depuis longtemps, occupés par l'économie politique.

L'attitude d'indifférence ou de *benign neglect* de ces derniers est d'autant plus

---

<sup>1</sup>La prééminence de cette conception est facile à comprendre. Les principaux enjeux internationaux de la période qui s'achève vers la fin des années 1960 étaient centrés sur les relations d'État à État et le champ politique, non sur les relations économiques ; conflits de régimes (guerre froide), conflits entre pays industrialisés au sein de la hiérarchisation du système mondial ; conflits entre pays développés et en développement (décolonisation) ; mouvement tiers-mondiste, etc. La dimension économique restait secondaire par rapport à la dimension proprement politique même si elle n'en était pas absente. Tant que les problèmes de sécurité, les relations d'État à État, le conflit entre pays capitalistes et socialistes, la question de la « révolution prolétarienne », la décolonisation dominaient la vie internationale, l'économie pouvait être ignorée. Cette situation explique la domination de l'école réaliste en relations internationales qui met exclusivement l'accent sur les États et les intérêts d'État dans l'explication des phénomènes internationaux.

étonnante que les précurseurs directs de l'émergence de l'EPI au tournant des années soixante/soixante-dix, en tout cas considérés comme tels par les chefs d'école ultérieurs de l'EPI, avaient été des économistes : on cite habituellement Cooper [1968] et Kindleberger [1970], mais, eux-mêmes, n'étaient que les continuateurs d'une vieille tradition conservée vivante par des auteurs comme Albert Hirschman ou François Perroux. L'économie politique internationale comme sous-discipline économique a sombré dans la fracture ouverture par 68. Elle ne reviendra à la surface que grâce aux chercheurs en « relations internationales » désireux d'échapper à la domination d'une école « réaliste » mettant exclusivement l'accent sur les enjeux de sécurité. Mais le questionnement en ressortira profondément restructuré autour d'une démarche cognitive qui reste interne à la discipline « relations internationales ».

Les lignes de forces du développement de l'EPI restent encore marquées par cette configuration initiale : indifférence des économistes à l'égard des domaines non balisés « économique-économiques » ; et donc acceptation tacite de l'inclusion de l'EPI dans le champ des « relations internationales ». Il est maintenant courant dans presque tous les *surveys* récents en EPI de commencer par présenter cette dernière comme une « sous-discipline » des relations internationales [par exemple, Katzenstein, Keohane et Krasner : 1998, p. 645 ; Underhill : 2000, p. 805], plus rarement comme une activité « transdisciplinaire » [par exemple Palan : 2000, p. 1], jamais comme une sous-discipline de l'économie.

Notre conviction, partagée par les auteurs de cet ouvrage, est que les économistes ont aujourd'hui un intérêt scientifique évident à réinvestir un domaine dans lequel il existait une tradition vivante, notamment en France. Ils y ont aussi un avantage comparatif car ils sont encore les mieux placés sinon pour analyser politiquement les enjeux de l'économie internationale, du moins pour en expliciter de façon informée le versant économique. Si l'EPI a trouvé à se développer par suite du déficit de la capacité interprétative de l'économie internationale standard, c'est aux économistes de relever le défi, non de laisser les chercheurs d'autres disciplines procéder à leur place. Cette réappropriation commence à émerger aux États-Unis autour de la nouvelle économie politique, un courant de pensée (sur lequel nous aurons l'occasion de revenir un peu plus loin) qui perturbe profondément la structure classique du champ de l'EPI.

Encore récemment, en effet, on distinguait trois grands modèles de référence en EPI : le modèle réaliste (néo-réaliste aujourd'hui) ; le modèle libéral (néo-libéral aujourd'hui) ; le modèle marxiste (ou les variantes néo-marxistes aujourd'hui). Dans le modèle réaliste, les États-nations sont les acteurs principaux, sinon uniques, des relations économiques internationales et sont placés au centre de l'analyse (à l'exact opposé du point de vue familier des économistes qui étudient de façon privilégiée l'économie internationale sous l'angle principal de la logique générale des marchés). Dans le système international (un système qui, pour les réalistes, est nécessairement anarchique car dépourvu de réelle autorité supranationale), les conflits de puissance doivent dominer sur tous les autres enjeux et les États doivent chercher à utiliser l'économie pour atteindre leurs buts de puissance. Le courant réaliste va se constituer en EPI comme réponse au défi libéral mettant l'accent sur l'importance de l'économique dans l'analyse des

relations internationales ; il va chercher à montrer la possibilité d'en rendre compte à partir des relations interétatiques et des relations de pouvoir. Le courant réaliste a produit des travaux sur à peu près tous les sujets concernés par les relations économiques internationales. Il est impossible de les citer tous ici, mais on ne peut manquer de faire référence à ses deux auteurs les plus célèbres : Robert Gilpin et Stephen Krasner.

Dans le modèle libéral, les individus, et non les États, sont les points de départ de l'analyse des relations économiques internationales, ce qui est une conception proche des économistes (individualisme méthodologique). Toutefois, à la différence de ces derniers, le modèle libéral en EPI cherche à prendre en compte l'individu dans ses autres dimensions et cherche à construire une interprétation des institutions organisatrices de l'économie internationale en donnant une importance théorique à la structuration de l'espace politique en États-nations et à la relative autonomie des processus étatiques par rapport aux contraintes économiques (phénomène d'inertie institutionnelle, etc.). L'EPI libérale va ainsi mettre l'accent sur les relations réciproques entre l'échelon national et l'échelon international pour mieux comprendre les formes de compromis socio-politique, donc les équilibres économiques qui leur sont associés dans une économie ouverte, et les formes institutionnelles qui se créent à l'échelle plurilatérale ou multilatérale. Les travaux et les auteurs sont, ici aussi, extrêmement nombreux ; limitons-nous à citer seulement deux auteurs : Robert Keohane et Joseph Nye.

Le courant marxiste regroupe des travaux moins homogènes que les deux précédents parce qu'il ne repose pas, malgré la tradition de dogmatisme attachée au marxisme, et à la différence du réalisme ou du libéralisme, sur un corps de doctrine ferme concernant les relations entre économie et politique au plan international. Bien que le modèle marxiste accorde traditionnellement le primat à la « lutte des classes » et à l'économique (une détermination qui est allée jusqu'à un économisme des plus rigides dans le passé), les analyses d'EPI se réclamant du marxisme se caractérisent par leur éclectisme tant théorique qu'empirique : travaux sur les firmes multinationales et le capital financier (Robert Heilbroner ou Eric Helleiner) ; travaux en termes de structuration de l'économie-monde (Immanuel Wallerstein) ; travaux en termes d'impérialisme, ou aujourd'hui d'Empire (Michael Hardt et Antonio Negri). Le courant néo-gramscien, qui se réfère aux thèses de Gramsci sur l'hégémonie, est aujourd'hui une sous-école particulièrement active (Robert Cox, Stephen Gill).

La représentation en trois modèles de base n'épuise pas tous les programmes de recherches en EPI et laisse de côté beaucoup de courants, notamment ceux apparus dans les années récentes (courant constructiviste notamment)<sup>2</sup>. La décennie 1980 est sans doute la décennie la plus productive dans l'histoire de l'EPI : cette décennie voit la naissance des principaux concepts et instruments d'analyse créés par l'EPI. Citons les conceptualisations de la coopération internationale et de l'hégémonie, de l'interdépendance et de la gouvernance internationale, des règles

<sup>2</sup>Le courant constructiviste analyse, à la différence du néolibéralisme, les institutions du point de vue de leur efficacité *instituant* de la réalité sociale et économique plutôt que du point de vue de ses capacités régulatrices. Il s'agit donc d'un programme de recherches « holiste » qui cherche à montrer que les normes et les règles sont à l'origine des comportements individuels car elles contribuent à la construction des identités et des intérêts des agents individuels.

et institutions économiques internationales ; citons également les théories de la stabilité hégémonique et, bien sûr, la théorie des régimes internationaux qui doit être considérée comme l'apport analytique propre le plus significatif de l'EPI. Dans la tradition marxiste également, apparaissent, ou sont réactivées, de nouvelles représentations : théorie de la dépendance, paradigme de l'économie-monde (Wallerstein), etc.

L'émulation et la créativité liées à la compétition théorique entre théories a, depuis, disparu parce que le champ de l'EPI s'est profondément modifié dans le sens d'une plus grande normalisation.

### **L'état actuel de l'économie politique internationale**

Depuis une dizaine d'années, la représentation en trois paradigmes ne donne plus une image fidèle du paysage idéologico-théorique qui prévaut en EPI. D'un côté, il s'est produit une convergence vers un « modèle de la synthèse » entre néo-réalistes et néo-libéraux, une convergence qui s'est principalement effectuée autour de la théorie des jeux, largement utilisée par les deux courants, c'est-à-dire autour des méthodes d'analyse plus que des problématiques. Cette tendance a fait émerger un système dualiste : constitution d'un *mainstream* de l'EPI par rapprochement du réalisme et du libéralisme (néoréalisme et néolibéralisme) et formation d'un pôle qui s'affiche par contrecoup comme « hétérodoxe ». D'un autre côté, on a assisté à l'entrée en force des économistes dans le champ traditionnel de l'EPI sous la bannière de la nouvelle économie politique. Enfin, s'est développée une myriade de programmes de recherches isolés, hors de toute référence explicite à des courants constitués.

Il existe des désaccords profonds sur le statut du politique par rapport à l'économique entre les divers courants qui se réclament aujourd'hui de l'EPI. Trois grandes épistémologies peuvent néanmoins être distinguées. Nous les appellerons : l'épistémologie de l'« inséparabilité », celle de la « dépendance » et celle de l'« interdépendance ». Elles conduisent à des programmes de recherches contrastés.

Dans la première conception, l'économique et le politique sont conçus comme des dimensions logiquement inséparables mais arbitrairement séparées par les disciplines instituées : l'économique devrait être d'emblée posé comme politique et le politique comme économique<sup>3</sup>. L'idée d'inséparabilité des dimensions économique et politique est le fil directeur des approches britanniques qui se réclament de l'hétérodoxie et aspirent à construire une théorie nouvelle par rapport aux disciplines existantes. Énoncée comme une thèse forte (Susan Strange [1970] et ses continuateurs, par exemple Ronen Palan [2000]) ou de façon quelquefois plus souple<sup>4</sup>, cette épistémologie conduit inévitablement à rejeter comme

<sup>3</sup>Citons Underhill [2000, p. 816] qui présente les hypothèses fondatrices de l'EPI comme s'articulant autour des idées d'inséparabilité, dont la proposition qu'il appelle « proposition numéro un » : « les domaines politique et économique ne peuvent être séparés en aucune manière ».

<sup>4</sup>Par exemple Higgott. Dans un article bilan [Higgott : 1999], l'auteur commence en introduction par noter « le politique et l'économique ne sont pas des catégories analytiques séparées » (p. 23) en faisant au passage référence à l'inévitable article de Strange [Strange : 1970]. Curieusement, l'auteur conclut sur l'idée opposée, à savoir que l'économique et le politique ne reposent pas sur la même logique, notamment que les solutions économiquement optimales ne sont pas toujours les solutions politiquement praticables. « Ce qui fait sens économique ne fait pas toujours sens politique » (p. 34). Sans tirer complètement



illégitimes les disciplines existantes et à proclamer la nécessité d'une théorie nouvelle intégrant les dimensions économiques et politiques sous la forme d'une théorie synthétique. Quoique l'on puisse penser du bien fondé, ou de la possibilité même, d'une telle théorie, la conception de l'« inséparabilité » n'a, jusqu'à présent, donné lieu à aucune théorie intégrée, ni même à l'explicitation d'un quelconque mode opératoire pour y parvenir.

L'épistémologie de la dépendance est défendue par la nouvelle économie politique (NEP), qui est devenue aux États-Unis une sous-discipline à part entière des sciences économiques. L'adjectif « nouveau » est accolé à « économie politique » pour éviter la confusion avec le terme économie politique utilisé pour désigner la science économique telle qu'elle était conçue au XIX<sup>e</sup> siècle (plus précisément avant la « révolution marginaliste » de l'école néo-classique qui a jeté, pour les auteurs concernés, les bases de la « vraie » science en économie). La NEP vise non seulement à analyser comment le politique affecte la distribution des gains et des pertes économiques, mais de façon plus ambitieuse à « expliquer » le politique, et plus précisément les institutions de l'économie à partir de la logique économique en utilisant les instruments d'analyse économique moderne (entendez les instruments d'analyse néo-classiques). La NEP peut être interprétée comme une véritable OPA lancée par des économistes sur l'EPI. Cette offensive est fondée sur une maîtrise supérieure de la théorie des jeux, une méthode d'analyse acceptée par tous comme la méthodologie de référence. Les institutions sont vues comme des arrangements contractuels visant à améliorer le bien-être des individus lorsque les intérêts sont hétérogènes. En partant de l'existence de l'hétérogénéité des intérêts, voire des conflits d'intérêts, pour analyser les institutions, la NEP opère incontestablement un pas en avant par rapport à l'économie pure<sup>5</sup>. Mais la prise en compte de l'hétérogénéité des intérêts ne sort pas du paradigme de l'individualisme méthodologique. Dans ce programme de recherche, la philosophie politique n'a aucune autonomie par rapport à l'économique ; c'est un autre nom pour l'analyse économique des institutions à partir de l'individu rationnel. Cette approche partielle interdit notamment de voir les institutions comme puissance fondatrice des identités et des intérêts [Supiot : 2005]. La NEP constitue, depuis une petite dizaine d'années, un des programmes de recherches les plus porteurs aux États-Unis (on citera à titre d'exemples les travaux de Alberto Alesina, Guido Tabellini, et Barry Eichengreen). Malgré l'existence d'une tradition de recherches sur les institutions commerciales (Jagdish Bhagwati), la NEP se réclame de la nouveauté. Il s'agit, en tout cas, d'un courant nouveau si on se place du côté de l'EPI car en rupture avec sa tradition trentenaire.

L'épistémologie de l'interdépendance économie/politique est, en effet, la conception dominante en EPI. À la différence de la vision économiste, le politique et l'économique sont envisagés comme deux dimensions non réductibles l'une à l'autre, comme deux dimensions hétérogènes mais mutuellement dépendantes.

---

les conséquences de ces observations théoriques, qui sont essentielles, l'auteur termine son article par une exhortation à la prudence.

<sup>5</sup> « Les questions de pouvoir et d'autorité ne sont pertinentes que quand existe une hétérogénéité des intérêts, c'est-à-dire un conflit d'intérêts entre acteurs économiques dans une société » écrit Drazen [Drazen : 2000, p. 6 du chapitre 1 « What is Political Economy ? »].

L'interdépendance économique-politique représente le modèle épistémologique implicite de toute la tradition en EPI, chez les auteurs néoréalistes comme chez les auteurs néo-libéraux. Dans les travaux issus de cette conception, il s'agit d'explorer les *interactions* entre les données économiques (les dimensions relatives à la richesse) et les données politiques (les dimensions relatives au pouvoir), ce qui suppose de les concevoir comme des forces autonomes. Le modèle de l'autonomie entre l'économique et le politique est au cœur du « modèle de la synthèse » actuellement dominant chez la plupart des auteurs appartenant au *mainstream* de l'EPI. L'épistémologie de l'interdépendance s'oppose tout à la fois à la position impérialiste de la NEP qui traite le politique comme un sous-produit de l'économique, et au modèle de l'« inséparabilité » revendiquée par les courants se réclamant de l'hétérodoxie. Cette démarche cognitive nous semble valider une approche en termes de « double discours » (Georges Devereux) et une conception de l'EPI en termes de problématique multidisciplinaire et non pas interdisciplinaire ou transdisciplinaire, c'est-à-dire au strict opposé des deux premières épistémologies<sup>6</sup>.

On trouvera dans le présent ouvrage des contributions se rattachant aux trois épistémologies précédemment distinguées, de même que des contributions sans affichage épistémologique, donnant ainsi un caractère éclectique à l'ensemble. Cet éclectisme théorique n'est pas fortuit.

### Contours du présent ouvrage

Ce livre est l'œuvre collective d'un groupe d'universitaires soucieux de développer une recherche en EPI et, ce faisant, de préserver en France l'existence d'une recherche qui s'écarte de l'économisme ambiant. Cette volonté ne veut pas dire que les auteurs se rallient à l'EPI telle qu'elle est pratiquée dans le monde anglo-saxon ou qu'ils se rattachent à une école particulière. Le groupe s'est constitué sur l'idée qu'il était aujourd'hui nécessaire d'ouvrir un espace de discussion pour les chercheurs trop dispersés et trop rares qui, en France, persistent à penser que l'analyse en économie internationale doit prendre sérieusement en compte les relations de pouvoir, le système de forces invisibles qui gouverne les États, le marché et les institutions.

En 2004 et 2005, le groupe à l'origine de cet ouvrage a pu tenir, grâce à l'initiative du LEPII de l'université de Grenoble, plusieurs séminaires sur l'EPI. Le besoin s'est rapidement fait sentir de rassembler les principales contributions des participants en vue d'un ouvrage collectif destiné aux étudiants et chercheurs s'intéressant aux questions d'économie internationale. C'est ainsi qu'est née l'idée de cet ouvrage. Toutes les contributions n'ont pu être publiées : elles n'ont pas, non plus, toutes été reprises dans leur état initial car le but était de présenter un maximum de textes courts sous une forme accessible à un public large. C'est pourquoi les contributions composant ce livre sont volontairement calibrées de façon standard pour faire chacune à peu près une dizaine de pages et être lisibles

---

<sup>6</sup> Voir Kébabdjian [2003] pour plus de détails.

par un non spécialiste. Pour parvenir à la livraison actuelle, un important travail de relectures et réécritures croisées a dû être mis en œuvre entre les auteurs et le groupe coordonnateur (composé de Pierre Berthaud, Jean-Yves Caro, Jean-Pierre Chanteau, Gérard Kébabdjian et Michel Rainelli).

L'ouvrage se veut une initiative pour rompre l'isolement de la pensée française en EPI. Il part plus précisément des préoccupations des économistes pour montrer que l'EPI peut enrichir leur réflexion. Il a fait appel aux chercheurs français en économie internationale qui, dans leur domaine de compétence propre, s'intéressent, de près ou de loin, aux approches en termes d'EPI. Tous les articles ne peuvent être estampillés « d'EPI » car nous avons cherché à couvrir toutes les nuances entre les travaux d'économie internationale pure et d'EPI. Ils ne peuvent pas non plus être considérés comme l'expression d'une pensée collective en EPI. Chaque auteur a été laissé libre de développer son point de vue propre et, comme le lecteur pourra le constater, ces points de vue sont souvent très divergents. Même si beaucoup des auteurs partagent l'idée qu'il y a place pour une école française en EPI, cet ouvrage n'a pas la prétention d'en fixer les contours.

La première partie regroupe les contributions relatives aux positionnements respectifs de l'économie internationale et de l'économie politique internationale sur le plan des concepts, des paradigmes et des problématiques. La deuxième partie regroupe les contributions relatives à la théorie du commerce et de la monnaie, deux domaines familiers des économistes : les textes présentés visent, tous, à montrer que l'EPI peut apporter un regard neuf en explicitant leurs dimensions politiques. La troisième partie regroupe les contributions concernant les enjeux de puissance, c'est-à-dire des questions habituellement non traitées par les économistes. La quatrième partie regroupe les articles portant plus particulièrement sur la période actuelle et l'analyse du versant politique de la mondialisation économique. Chacune de ces parties est introduite par une rapide présentation synthétique du thème général et un résumé des chapitres.

COOPER Richard [1968] *The Economics of Interdependence*, McGraw-Hill, New York.

DRAZEN Allan [2000] *Political Economy in Macroeconomics*, Princeton University Press, Princeton NJ.

HIGGOTT Richard [1999] « Economics, Politics and (International) Political Economy: The Need for a Balanced Diet in an Era of Globalisation », *New Political Economy*, vol. 4, n° 1, pp. 23-36.

HIGGOTT Richard [1999] « Economics, Politics and (International) Political Economy: The Need for a Balanced Diet in an Era of Globalisation », *New Political Economy*, vol. 4, n° 1, pp. 23-36.

KATZENSTEIN Peter, KEOHANE Robert, KRASNER Stephen [1998] « International Organization and the Study of World Politics », *International Organization*, vol. 52, n° 4, pp. 645-685.

KEBABDJIAN Gérard [2003] « L'objet international dans la théorie économique », *Annuaire français de relations internationales*, vol. IV, pp. 66-83.

KINDLEBERGER Charles [1970] *Power and Money : The Politics of International Economics and the Economics of International Politics*, Basic Books, New York.

PALAN Ronen [2000] *Global Political Economy. Contemporary Theories*, Routledge, London.

STRANGE Susan [1970] « International Economics and International Relations: A Case of Mutual Neglect », *International Affairs*, vol. 46, n° 2, pp. 304-315.

SUPIOT Alain [2005] *Homo juridicus. Essai sur la fonction anthropologique du Droit*, Le Seuil, Paris.

UNDERHILL Geoffrey [2000] « State, Market, and Global Political Economy : Genealogy of an (Inter-

?)Discipline », *International Affairs*, vol. 76, n° 4, pp. 805-824.